

L'EXTRÊME DROITE  
VIENT DE LOIN

**E**N PREMIÈRE ANALYSE, pour l'historien, la question de la définition de l'extrême droite tient de la gageure. Plusieurs obstacles, en effet, semblent être autant de barrières insurmontables entravant sa démarche. Le premier est classique et dépasse, du reste, le champ de la discipline historique. L'existence et l'identité d'une famille politique ne s'imposent jamais à l'observation directe, « elles sont le résultat d'une opération de l'esprit qui organise le champ des réalités sociales<sup>1</sup> ». Dans le cas de l'extrême droite, une telle réalité construite a-t-elle un sens, compte tenu de la très grande hétérogénéité, on le verra, des composantes qui peuvent relever d'une telle étiquette ? A tout prendre, pourtant, là n'est pas l'obstacle majeur. Intrinsèquement, la notion d'extrême droite est liée à celle de droite. Or celle-ci a évolué dans le temps, les enjeux autour desquels s'articulait la *summa divisio* (René Rémond) de la vie politique française ayant eux-mêmes changé de nature au fil des deux siècles écoulés depuis la Révolution française<sup>2</sup>. De surcroît – et c'est là un troisième aspect probablement encore plus dirimant car spécifique à l'objet –, l'extrême droite française change non seulement de couleur selon les phases de la vie politique mais aussi d'amplitude. A l'examen, en effet, son métabolisme apparaît intermittent : d'épanouissement passager en évanouissement durable, elle change quasiment de forme d'une période à l'autre.

5

---

1. René Rémond, « Conclusions » du colloque *Les Familles politiques en Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rome-Paris, École française de Rome-de Boccard, 1997, p. 447.

2. Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France* (3 tomes), Paris, Gallimard, 1992.

Et encore les remarques qui précèdent ne concernaient-elles que la France. Le souci – légitime – d’une démarche comparatiste débouche parfois sur de belles réussites scientifiques quand le champ d’observation choisi a plus de densité initiale<sup>3</sup>, il n’en ajoute pas moins ici un facteur de diversité supplémentaire à un objet qui est déjà, par essence, à géométrie variable. A tout prendre, il y aurait donc risque de dilution à figer d’emblée cet objet dans une définition préalable trop rigide. Dans le cas de l’extrême droite, dont les ressorts de l’intermittence sont précisément intimement liés aux soubresauts de l’histoire, la démarche d’appréhension ne peut être qu’empirique et c’est la gerbe de telles démarches parallèles, par pays, qui peut, à l’arrivée, donner éventuellement sens et permettre des conclusions plus globales. Pour toutes ces raisons, on s’en tiendra ici au cas français.

6 Ce qui, pour autant, est loin de résoudre tous les problèmes. Dans les cultures politiques de ce pays, en effet, les grands combats républicains puis le rayonnement idéologique des différentes variantes du socialisme ont fait que le statut sémantique de l’extrême gauche et celui de l’extrême droite n’ont jamais été les mêmes : tandis que la première expression a toujours eu tendance à sortir de son lit, par de multiples ramifications, la seconde s’est rapidement retrouvée à son étage ; les intéressés eux-mêmes, à de rares exceptions, n’ont jamais revendiqué l’étiquette, qui renvoyait à une culture de vaincus. D’autant que cette question des appellations contrôlées n’est pas le seul rejeu de mémoire à compliquer la tâche de l’historien. Il faut y ajouter le problème du caractère différentiel de notre mémoire nationale. Celle-ci, pour les raisons déjà évoquées, a elle aussi un centre de gravité placé à gauche et ce déséquilibre mnésique touche plus encore l’extrême droite, celle-ci s’étant retrouvée, le plus souvent, on le verra, aux antipodes des valeurs républicaines. Nous sommes donc, de ce fait, dans un domaine où les mots se déroberent ou sont connotés et où les effets de mémoire peuvent être des miroirs déformants, par amplification ou altération des réalités historiques. Dans un tel contexte de difficultés multiformes, l’apport essentiel de la discipline historique peut être une double remise en perspective : redonner aux diverses et successives manifestations de l’extrême droite française leurs véritables proportions et, surtout, tenter de localiser les souches du phénomène. Cette extrême droite, on va le voir, vient de loin.

---

3. Ainsi, la gauche : voir, sur ce thème, Marc Lazar (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996.

## LA SOUCHE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

L'école historique française s'accorde généralement pour distinguer deux souches successives à l'extrême droite en France, ayant donné naissance chacune à plusieurs surges : une droite contre-révolutionnaire née avec la Révolution française, et une droite populiste apparue à la fin du siècle suivant, dans un autre contexte<sup>4</sup>. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la question qui domine la vie politique française est bien celle du régime à donner au pays. Après le rôle obstétrical immédiat de la Révolution française – la naissance d'un monde politique nouveau –, celle-ci a eu tout autant ensuite un effet différé : tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est par rapport à l'héritage révolutionnaire, ses acquis aussi bien que sa mémoire, que s'articuleront les luttes politiques et les enjeux idéologiques. Le rôle immédiat et l'effet différé étaient, du reste, consubstantiels. Car, comme l'a observé François Furet, la séquence chronologique que l'on désigne sous le nom de Révolution française présentait déjà « la succession des types d'autorité publique qui meubleront le répertoire des luttes politiques françaises : la dynastie des Bourbons, la monarchie constitutionnelle, la dictature jacobine, la République parlementaire, le bonapartisme<sup>5</sup> ».

La question du régime dont il convient de doter le pays hante donc le XIX<sup>e</sup> siècle français et les familles politiques naissantes vont incarner les différentes réponses possibles à une telle question. La triade des droites « légitimiste », « orléaniste » et « bonapartiste » forgée par René Rémond<sup>6</sup> renvoie, du reste, à trois de ces réponses : une monarchie absolue, une monarchie constitutionnelle, un régime d'autorité intégrant les acquis du suffrage universel. Parallèlement, s'opère progressivement l'identification entre gauche et République, la « Marianne au combat » (Maurice Agulhon). Pour autant, la droite contre-révolutionnaire a-t-elle représenté d'emblée un extrême par rapport aux critères du temps ? L'historien, en effet, ne doit pas perdre de vue ces critères, au risque de

4. Cf., par exemple, la synthèse collective dirigée par Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1993.

5. François Furet, *La Révolution de Turgot à Jules Ferry, 1770-1880*, Paris, Hachette, 1988, p. 8.

6. René Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1954. Passage du titre au pluriel dans la dernière édition refondue, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

commettre le péché d'anachronisme. Or, dans sa démarche de remise en contexte, il constate immédiatement que la droite « orléaniste », dans un premier temps, constitua la gauche du paysage politique. Et que la droite « légitimiste » en occupait le flanc droit. Durant cette première phase, il est donc difficile de faire de cette droite contre-révolutionnaire une droite extrême. C'est le « mouvement sinistroyre<sup>7</sup> » de la vie politique française, avec l'apparition de nouvelles tendances politiques par la gauche de la scène politique – ici, le mouvement républicain – et le glissement concomitant vers la droite d'autres courants nés à gauche, qui la placera bientôt à l'extrême droite. Bientôt ? Le terme est choisi flou à dessein, car, là encore, il convient d'éviter le péché d'anachronisme : tout dépend du moment où la « droite orléaniste » devient, en effet, une droite<sup>8</sup>. De fait, il s'est agi d'un lent glissement « de glacier »<sup>9</sup>. Toujours est-il que, quelle que soit l'hypothèse retenue, la droite « légitimiste » est bien passée du rang de force politique importante du jeu politique tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle au statut de courant bientôt périphérique au temps de la République triomphante. L'adjectif « périphérique » est bien celui qui convient ici. Il suggère à la fois une force politique devenue marginale et une position désormais excentrée, c'est-à-dire à la fois topographiquement périphérique par rapport au nouveau centre de gravité de la vie politique et en rupture par rapport aux valeurs dominantes des débats civiques.

Car, entre-temps, dans les années 1870, un fait politique majeur est intervenu, qui confirme en appel 1789 et 1792 : à cette époque, « la Révolution française entre au port<sup>10</sup> » et, avec elle, la République victorieuse. Pour celle-ci, et donc, indirectement, pour la droite « légitimiste », une date est aussi importante que la proclamation de la République en 1870 : 1879, avec le remplacement de Mac-Mahon par Jules Grévy. Désormais, « le temps du combat a bien fait place à celui de

---

7. Albert Thibaudet, *Les Idées politiques de la France*, Paris, Stock, 1932, p. 19. Albert Thibaudet parle aussi de « sinistrisme » (*ibid.*, p. 23). Cf. également, par exemple, les remarques d'André Siegfried dans son *Tableau des partis en France*, Paris, Grasset, 1930, p. 73-74.

8. Doit-on, par la suite, quand les républicains viennent constituer cette gauche du paysage, la situer à droite ou la laisser durablement au centre ? Cf., sur ce point, les remarques – et la discussion des thèses de René Rémond – de Frédéric Bluche et Stéphane Rials, « Fausses droites, centres morts et vrais modérés dans la vie politique française contemporaine », *Revue de la recherche juridique*, n° 3, 1983, p. 611 sq.

9. Albert Thibaudet, *op. cit.*, p. 19.

10. François Furet, *op. cit.*, p. 517.

la puissance établie<sup>11</sup> ». Bien plus, au fil des années 1870 et 1880, Marianne ne devient pas seulement une « puissance établie » par son statut de régime officiel, avec toute une symbolique de la victoire politique – *La Marseillaise* devenant cette année-là hymne national et le 14 juillet étant promu l'année suivante à la dignité de fête nationale. De surcroît, la République a gagné, en ces décennies, la bataille de l'opinion : les travaux de Maurice Agulhon, notamment, ont bien montré comment, après les combats républicains de la première partie du siècle, Marianne a alors conquis progressivement mais définitivement les cœurs et les esprits. Au tournant du siècle, après la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus, l'« écosystème républicain<sup>12</sup> » est, cette fois-ci, solidement établi et, sur ses flancs, la droite contre-révolutionnaire est bien devenue, sans conteste à cette date, une extrême droite.

S'il s'agissait dès lors d'une sensibilité résiduelle, elle ne méritait guère d'être mentionnée ici, devenant extrême droite au moment même où elle entrerait en phase terminale. Or la réalité historique fut singulièrement plus complexe. Grâce au développement de l'Action française, la droite contre-révolutionnaire franchit sans encombre le cap du début du XX<sup>e</sup> siècle. Bien plus, elle acquiert en quelques années les formes d'un corps de doctrine global et construit. Et, de ce fait, le mouvement de Charles Maurras a créé autour de lui un réel phénomène d'agrégation intellectuelle et d'adhésion idéologique. Comme la République victorieuse tenait un discours des origines conférant à la Révolution française le statut d'événement fondateur, lui opposer la théorie du drame cosmique intervenu en 1789 apparaissait bien comme le contre-discours le plus cohérent, qui toucha notamment plusieurs générations successives de jeunes intellectuels. La pensée maurrassienne n'était certes pas la première à souffler ainsi sur les braises de l'ultracisme : la posture était même devenue classique depuis les premiers penseurs contre-révolutionnaires de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais une telle cohérence et sa capacité d'attraction lui conférèrent, au moins en milieu intellectuel, un statut d'« envers de la République » (Pierre Nora) : excroissance née au flanc de la République triomphante, elle en est devenue une sorte de parasite historique et même, d'une certaine façon, le *Shadow cabinet* idéologique. Assurément, le Quartier latin ne rassemblait alors que

11. Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989, p. 353.

12. Serge Bernstein et Odile Rudelle (dir.), *Le Modèle républicain*, Paris, PUF, 1992, p. 7.

quelques milliers d'étudiants et les monarchistes de province avaient fondu comme neige au soleil après les ralliements successifs. Bien sûr, l'Action française arrivait trop tard, dans un monde bouleversé en quelques décennies. Mais elle détenait une partie du pouvoir « métapolitique » et son ombre portée se prolongea ainsi plusieurs décennies durant<sup>13</sup>. Et si, au terme du même siècle, une telle ombre n'atteint plus désormais que quelques isolats sans réelle portée, cette capacité à investir le champ idéologique fit rêver par la suite des générations d'intellectuels d'extrême droite. Celle-ci avait réussi, à l'époque de l'Action française, à être partie prenante du débat franco-français.

### UNE VEINE NATIONALE-POPULISTE ?

- 10 D'une certaine façon, on le voit, une fin de siècle peut en cacher une autre. Si la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle fut, sans conteste, une époque fondatrice dans notre histoire nationale, la fin de siècle suivante a été également une période très dense. Et l'observation est particulièrement fondée pour ce qui concerne la généalogie de l'extrême droite. Si la veine contre-révolutionnaire naît un siècle plus tôt, elle retrouve alors une capacité d'attraction, par un processus qui n'est qu'en apparence paradoxal, au moment même où elle s'étirole. Dans son cas, il convient donc plutôt de parler de refondation au seuil du XX<sup>e</sup> siècle : il y eut alors transmutation d'une tradition politique qui existait déjà.

Pour l'autre veine de l'extrême droite, en revanche, c'est bien de fondation qu'il s'agit à la même date. Et c'est à elle qu'il faut consacrer ici la plus grande attention, en raison de son caractère durable en même temps qu'intermittent : chaque phase de crise de la démocratie française la voit réapparaître. Avec, de surcroît, un aspect caméléon : chacune de ces crises lui confèrera ses teintes propres.

Sur la nature de cette nouvelle extrême droite, le débat reste entier au sein de l'historiographie française et étrangère. L'habitude s'est prise de parler à son propos de national-populisme, même si le terme « popu-

13. Pour une mise en perspective plus précise du processus, je me permets de renvoyer à mon analyse dans le tome IV de *l'Histoire culturelle de la France, Le Temps des masses*, chapitre 7, « La République, encore », ouvrage écrit en collaboration avec Jean-Pierre Rioux, Paris, Éd. du Seuil, 1998, p. 135-138.

14. Cf. la mise au point de Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », dans le n° 56 (octobre-décembre 1997) de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, tout entier consacré aux « populismes ».

lisme » prête déjà à lui seul à discussion<sup>14</sup>. Pierre-André Taguieff a acculturé une telle notion dès 1984<sup>15</sup>. Michel Winock l'a utilisée également, depuis, pour proposer une lecture récurrente de l'histoire française à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. Par-delà les questions d'appellation, un consensus s'est progressivement dégagé pour considérer qu'au moment même où des droites républicaines, au demeurant diverses, deviennent en cette fin de siècle un versant à part entière du paysage politique, il faut observer l'apparition concomitante sur leur flanc droit d'un courant à la fois populiste et antiparlementaire. C'est sur l'analyse des conditions d'une telle apparition et sur la nature d'un tel courant que les hypothèses se sont multipliées. La diversité de ces hypothèses ne constitue pas pour autant une impasse historiographique. Elle renvoie, en fait, au caractère multiforme de la mutation alors en cours. Le terreau de cette extrême droite est, en effet, constitué par les différentes facettes d'une telle mutation. Certes le régime tertio-républicain s'est déjà, à la charnière des deux siècles, profondément enraciné, mais cet avènement de l'écosystème républicain ne s'opère pas sans à-coups.

11

Tout d'abord, la montée concomitante des classes moyennes et de la classe ouvrière a des effets complexes. Les premières, indépendantes ou salariées, constituent bien les « couches nouvelles » en ascension, à la fois vivier pour la classe politique républicaine et socle sociologique du régime victorieux. La classe ouvrière, en revanche, se place pour l'heure en dérivation par rapport à celui-ci. Mais là n'est pas, pour l'histoire de l'extrême droite, l'essentiel. La vie politique ne peut alors se résumer, en effet, à ce binôme classes moyennes conquérantes-classe ouvrière réticente. Car ces classes moyennes, en fait, constituent un ensemble hétérogène. Et, pour une partie d'entre elles, ce n'est pas forcément la crainte de la lutte des classes, du désordre et de la subversion révolutionnaire qui est, pour l'heure, prioritairement mobilisatrice. C'est plutôt l'alliance apparente des notables bourgeois et des boursiers conquérants venus des petites classes moyennes salariées qui trouble, par phases, de larges secteurs de petits travailleurs indépendants, qui ne

---

15. Pierre-André Taguieff, « La rhétorique du national-populisme », *Cahiers Bernard Lazare*, n° 109, juin-juillet 1984, p. 19-38, et *Mots*, n° 9, octobre 1984, p. 113-139.

16. Cf. Michel Winock, « La vieille histoire du national-populisme », *Le Monde*, 12 juin 1987, repris in *Nationalisme, Antisémitisme et Fascisme en France*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 1990 ; et, plus récemment, « Populismes français », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 56, octobre-décembre 1997, p. 77-91.

se reconnaissent pas dans cette alliance, craignent d'en faire les frais et refusent donc, pour certains d'entre eux, cet avènement de la démocratie libérale française<sup>17</sup>.

Du reste, une partie de l'extrême droite populiste alors en gestation se montrera parfois beaucoup plus attentive que la droite parlementaire à la « question sociale<sup>18</sup> ». Surtout, il y a probablement dans cette faille, qui apparaît au moment même de l'enracinement de la démocratie française, une donnée appelée à devenir récurrente : la représentation politique sera fragilisée chaque fois que le fossé entre le personnel parlementaire et une partie du « peuple » souverain s'élargira trop et que ce personnel apparaîtra à celle-ci suspect de détournement de souveraineté populaire. Certes, le « peuple » ainsi concerné n'est pas alors celui dont se réclame l'opposition socialiste ou, après 1920, communiste. Mais lui non plus n'est constitué, sociologiquement, ni de nantis ni de privilégiés, ce qui ne l'empêche pas de ne pas se reconnaître dans la synthèse républicaine, dans sa méritocratie et ses nouveaux notables.

Assurément, en d'autres moments du XX<sup>e</sup> siècle, par exemple lors de la crise des années 1930, ce pourront être la crainte du communisme et la menace supposée de prolétarianisation qui contribueront à nourrir les résurgences de cette extrême droite. Mais ce sont précisément une telle plasticité et une telle capacité à incarner des horizons d'attente différents qui permettront à celle-ci de canaliser des malaises et des craintes nés de contextes dissemblables mais renvoyant généralement à trois cas de figure essentiels : le sentiment d'être les victimes uniques d'une période de difficultés, ou les soutiers d'une phase de prospérité, ou encore les oubliés d'une mutation en cours. Cette plasticité idéologique, il est vrai, s'ordonnera toujours autour d'un noyau structurant : le refus de la représentation politique démocratique et l'aspiration – diffuse ou plus construite – à un pouvoir davantage personnalisé et hiérarchisé, et fondé sur une légitimité de nature plus plébiscitaire que déléguée. Ce noyau structurant est, par bien des aspects, l'embryon d'une véritable culture politique. Il détermine, en tout cas, désormais une posture politique appelée à être récurrente. Et la phase de gestation de cette culture et de cette posture date bien de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

17. Sur celle-ci, cf. Serge Berstein (dir.), *La Démocratie libérale*, Paris, PUF, coll. « Histoire générale des systèmes politiques », 1998.

18. Cf. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, rééd., Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.

## UNE TRIPLE CRISE GESTATRICE

Si celle-ci est ainsi fondatrice c'est également qu'au malaise des phases de mutation sociologique s'ajoute alors une crise identitaire. Ce qui, du reste, explique probablement qu'au noyau structurant s'agrègent aussi l'antisémitisme et la xénophobie, qui sont à la fois les symptômes et les conséquences d'une telle crise identitaire. En cette fin de siècle, celle-ci puise à plusieurs sources et c'est cette densité qui lui donne son acuité. Il y a, bien sûr, le choc de la défaite de 1871 et de l'amputation nationale qui en résulta. Or, l'installation de la République est concomitante de la défaite et c'est ce régime qui paraphra le traité dont est issue l'amputation. A bien y regarder, pourtant, la situation est bien plus complexe que celle qui prévalut, par exemple, un demi-siècle plus tard dans la jeune République de Weimar rendue responsable du « coup de poignard dans le dos » : au début de 1871, les républicains avaient fait campagne pour la poursuite de la guerre et la République retira de l'épisode une empreinte initiale d'intransigeance nationale. C'est, en fait, au fil de la trentaine d'années qui suivit, jusqu'aux lendemains de l'affaire Dreyfus, que le nationalisme passa progressivement de la gauche – à laquelle, dans un premier temps, s'identifiait la République – à la droite. Ou, plus exactement, à des branches de la droite qui vont alors commencer à intenter à la démocratie française un procès pour faiblesse nationale caractérisée. La blessure des deux provinces perdues entraîne une sorte de fièvre obsidionale et la République, même si on ne peut lui faire endosser rétrospectivement la tache originelle, doit assumer, en tant que régime établi et en tant que responsable de la politique étrangère française, les effets d'une telle fièvre. D'autant que ce nationalisme blessé et inquiet nourrit par bouffées un sentiment d'incertitude et d'impuissance, encore exacerbé par la proximité du tournant du siècle. L'obsession de la décadence reflète ce sentiment, tout comme, dans certains milieux, la hantise de l'épuisement de la race. Celle-ci serait fragilisée par l'exode rural – au demeurant bien limité, par rapport aux autres puissances occidentales –, minée par l'alcoolisme et guettée par la « dépopulation<sup>19</sup> ». Il faut donc, à tout prix, la protéger des ferments

13

---

19. Cf. notamment Eugen Weber, *Fin de siècle. La France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1986, et Jean-Pierre Rioux, *Chronique d'une fin de siècle. France 1889-1900*, Paris, Éd. du Seuil, 1991.

internes de dissolution et des atteintes étrangères de désagrégation. Ce qui, au bout du compte, donne encore plus de force et d'écho au noyau structurant de la culture politique de cette extrême droite nationale-populiste. Et ce qui établit des points communs avec le courant maurrassien qui, à la même date, on l'a vu, apparaît comme le puissant adversaire, sur le plan métapolitique, de la République. L'écho que rencontre alors ce courant est probablement un contrecoup de la crise identitaire nationale.

14 Malaise sociologique, ratés dans la représentation, crise identitaire, une telle triade constitua donc au tournant du siècle une sorte de terreau pour l'épanouissement de l'extrême droite française, à travers ses deux rameaux principaux. A cette date, c'est bien une structure binaire qui se met en place à droite, avec, d'un côté, des droites parlementaires assurément ramifiées mais ayant en commun un respect – le plus souvent tout récent – des rouages représentatifs de la démocratie française, de l'autre, une extrême droite, elle aussi diverse, mais partageant le même rejet, moins de la République elle-même – sauf pour ce qui concerne la descendance de la droite « légitimiste » – que de cette démocratie<sup>20</sup>. La quasi-concomitance est, du reste, frappante entre le ralliement du début des années 1890, qui consolide le « compromis libéralo-démocrate<sup>21</sup> », et les refus de ce compromis qui vont commencer à s'exprimer au fil de la même décennie.

Et cette structure binaire induit, presque par essence, une crise désormais latente de la représentation politique. Certes, les efforts de l'Action française en faveur de l'idéal de la monarchie absolue en une époque où celui-ci était déjà définitivement vaincu historiquement tourneront vite à l'incantation, progressivement déconnectée de toute réalité politique, économique et sociale : au bout du compte, c'est avant tout l'ombre portée de sa force de frappe idéologique qui confèrera au courant maurrassien un pouvoir métapolitique longtemps persistant. Pour

---

20. Structure binaire qui, au demeurant, n'est pas contradictoire avec la distinction ternaire relevée par René Rémond entre droites « légitimiste », « orléaniste » et « bonapartiste ». Ces trois droites ont été enfantées par le XIX<sup>e</sup> siècle et la fin du même siècle joue pour elles, en quelque sorte, le rôle de gare de triage historique : la droite « légitimiste » perd une grande partie de sa force et se situe désormais, on l'a vu, aux extrêmes ; inversement, la droite « orléaniste » devient une droite ralliée à la République ; quant à la droite dite « bonapartiste », elle aura deux rameaux au fil du siècle, l'un intermittent et volontiers antiparlementaire, lui aussi situé aux extrêmes, l'autre s'incarnant dans l'aspiration à une République plus autoritaire avec, en bout de chaîne, le gaullisme.

21. Jacques Julliard, « De l'extrémisme à droite », *Mille neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 9, 1991, p. 5-15, citation p. 8.

ce rameau de l'extrême droite, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avait moins joué un rôle de gestation que de réactivation. Et les effets, de ce fait, se dissiperont en quelques décennies. Quand Charles Maurras proclame, à l'annonce du verdict qui le frappe après la Libération – la condamnation à la perpétuité –, « c'est la revanche de Dreyfus », il prend acte à sa manière que le débat sur la Révolution française a cessé depuis longtemps de sous-tendre la vie politique française et qu'une autre fin de siècle, entre-temps, a joué aussi un rôle fondateur. En revanche, l'autre rameau d'extrême droite, apparu précisément en cette seconde fin de siècle après 1789, bourgeonnera à plusieurs reprises au fil du XX<sup>e</sup> siècle. Et, ainsi remis en perspective, le métabolisme intermittent de l'extrême droite française au cours de ce siècle trouve sa signification historique : c'est bien lorsque certains des composants du terreau de triple crise décrit plus haut se trouveront à nouveau réunis qu'une telle crise de la représentation politique se trouvera réamorcée. Sans, du reste, qu'il ait été pour autant nécessaire que tous ces composants soient chaque fois présents. L'alliage de deux des trois facteurs relevés suffira à créer une situation d'épanouissement de l'extrême.

15

Il est possible, dès lors, de proposer une lecture de l'histoire de l'extrême droite en France au XX<sup>e</sup> siècle qui passerait par l'inventaire de ces épanouissements successifs et par une typologie de leurs facteurs déclenchants. Pour demeurer dans les limites imparties, on se contentera de rappeler ici les jalons principaux – au demeurant bien connus – de cette histoire intermittente, pour terminer sur le constat du développement, depuis maintenant plus de quinze ans, d'un Front national en position haute. Cette longueur inhabituelle dans l'histoire de l'extrême droite s'explique, au moins pour partie, par l'existence d'une crise qui, à nouveau, revêt un aspect ternaire, et donc fort ample. Certes, les conditions historiques ont changé et les comparaisons terme à terme ne seraient pas raison. Une réalité demeure : à nouveau une fin de siècle s'est trouvée gestatrice – ou réanimatrice, selon la réponse que l'on apporte à la question généalogique – d'une extrême droite forte.

## UNE HISTOIRE DE L'INTERMITTENCE

Entre-temps, donc, il faut relever plusieurs phases de croissance de l'extrême droite antiparlementaire et populiste. Celle-ci s'était notam-

---

22. Serge Berstein, « La ligue », in *Histoire des droites en France*, op. cit., t. II, *Cultures*, p. 61-111.

ment structurée autour de ligues<sup>22</sup> au moment de sa première floraison. Si de telles structures refont leur apparition après la victoire du Cartel des gauches en 1924, le retour de Poincaré dès 1926 met fin presque mécaniquement à la flambée. Celle-ci avait été surtout attisée par une réaction à la victoire électorale de la gauche et aucun élément de la triade relevée plus haut n'était réellement présent : la prospérité économique retrouvée en quelques années après la secousse de la Grande Guerre, le sentiment de puissance nationale issu de la victoire, le fonctionnement sans véritables à-coups de la démocratie française, autant de points d'ancrage et de stabilité à cette date.

16 Mais ces pilotis sont ébranlés par la crise des années 1930. La variante française de cette crise, on le sait, n'atteint jamais l'amplitude que connurent, par exemple, l'Allemagne ou les États-Unis. Il n'empêche. On observe au fil de la décennie la montée d'une « contestation ligueuse, nationaliste et plébiscitaire » qui relève bien des deux souches déjà identifiées, un « national-populisme de tradition hexagonale » et un « ultracisme contre-révolutionnaire revu et corrigé par Maurras »<sup>23</sup>. Si, parallèlement, gonfle aussi une tentation fascisante<sup>24</sup>, sur l'ampleur de laquelle le débat continue quinze ans après la publication de *Ni droite, ni gauche* de Zeev Sternhell<sup>25</sup>, c'est bien cette résurgence qui demeure le phénomène majeur à l'extrême droite. Et ses facteurs en sont assurément l'alliage de la crise économique et d'une crise de la représentation qui lui est liée. S'il est difficile à cette date de parler de crise identitaire, la progression au même moment de l'antisémitisme et de la xénophobie est bien le symptôme d'un dérèglement également en ce domaine.

Cette extrême droite réactivée s'est-elle pour autant installée en position haute dans les années 1930 ? Sur le plan électoral, les analyses de François Goguel sur des scrutins partiels entre 1936 et 1939 conduiraient à répondre par la négative<sup>26</sup>. Plus complexe, en revanche, est l'évaluation de la progression éventuelle de l'influence de cette extrême droite sur le débat civique. En tout état de cause, le collapse militaire puis politique de 1940 introduit une phase particulière de l'histoire

23. Pierre Milza, « L'ultra-droite des années trente », in Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, op. cit., p. 157-189, citation p. 165.

24. *Ibid.*, p. 171.

25. Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1983.

26. François Goguel, « Les élections législatives et sénatoriales partielles », in René Rémond et Janine Bourdin (dir.), *Édouard Daladier chef de gouvernement*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, p. 45-54.

nationale. Et ouvre une période où, pour la seule fois de cette histoire, une partie de l'extrême droite se trouve non seulement associée au pouvoir – celui du régime de Vichy – mais inspirant de surcroît une part de son action<sup>27</sup>. Et se trouvant, de ce fait, emportée par le reflux de 1944. Replacé en perspective historique, celui-ci constitue bien une date fondamentale dans l'histoire de l'extrême droite. D'une part, elle se retrouve durablement en position d'étiage, d'autre part, la forme de nationalisme dont elle se réclamait depuis des décennies se trouvait discréditée par les compromissions de l'époque de l'Occupation.

La suite est bien connue et relève, une fois encore, d'une histoire de l'intermittence. Jusqu'au développement du Front national, et si on laisse ici de côté, faute de place, les effets – réels – de la guerre d'Algérie, qui permit notamment la réappropriation du thème du nationalisme, le seul pic de radicalisation qui revêtit, à l'extrême droite, une densité et une ampleur significatives fut le mouvement Pujade<sup>28</sup>. Or, là encore, cette densité et cette ampleur sont le reflet d'une triple crise. Pendant que les guerres coloniales alimentent une résurgence du nationalisme et de l'anti-parlementarisme, les transformations socio-économiques de la France des années 1950 s'accompagnent de tensions nées dans la partie du tissu social qu'elles déchirent. Sont ainsi sinistrés certains paysans et, surtout, les petits commerçants dont l'âge d'or de la décennie précédente s'estompe avec la disparition de la pénurie et la concurrence croissante des nouveaux moyens de distribution. Le mouvement Pujade peut donc très largement s'interpréter comme la tentative de sursaut de Français s'estimant lésés par la mutation sociale en cours et inquiets des lézardes de l'Empire et de l'amorce de décolonisation, assimilée à un danger de perte d'identité.

Mais ces années 1950 marquaient aussi le début des « Trente Glorieuses ». Et l'installation, quelques années plus tard, de la V<sup>e</sup> République allait assécher, pour plusieurs décennies, la crise de la représentation politique, tandis que sa politique extérieure apaisait les troubles d'identité nationale. Jusqu'au développement du Front national, en fait, et malgré le score de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, ces « Trente Glorieuses » – une fois passées les tensions sociologiques liées à leur phase d'essor – furent bien une période de basses eaux de l'extrême droite. Inversement, c'est un retour à une crise multiforme qui a fait le lit du

17

27. Cf., sur ce sujet, la mise au point de Jean-Pierre Azéma in *Histoire de l'extrême droite en France*, op. cit., p. 191-214.

28. Cf., notamment, Dominique Borne, *Petits-bourgeois en révolte ? Le mouvement Pujade*, Paris, Flammarion, 1977.

Front national. Par-delà les analyses plus approfondies que peut en donner la science politique, il apparaît bien que, remis en perspective historique, un tel développement s'enracine, en effet, dans une triple crise, sociale, identitaire et politique.

18 Les corrélations avec la crise sociale ont été maintes fois soulignées. Certes, les premières années de cette crise, après le choc pétrolier de l'automne 1973, correspondent à la poursuite de la période de basses eaux de l'extrême droite française. Mais le constat peut aussi s'inverser. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que l'incertitude et le désarroi induits par la crise économique devinrent un phénomène massif. L'effet différé de cette crise vaut ici preuve de corrélation entre les deux phénomènes, tant il est vrai que celle-ci ne devint réellement perceptible dans l'opinion qu'à partir d'un seuil élevé de chômage. Un tissu social fragilisé puis bientôt déchiré par ce chômage en augmentation accélérée a bien été un facteur de croissance de l'extrême droite. D'autant que, à l'échelle historique, les taux actuels – entendons des vingt dernières années – de chômage sont des taux, en quelque sorte, au carré : jamais, au cours du siècle écoulé, ils ne se sont trouvés en position aussi haute, et pendant si longtemps.

Cela étant, si le paramètre sociologique paraît ainsi indéniable, l'absence de concomitance initiale conduit à chercher ailleurs le facteur déclenchant de l'envol du Front national. La crise identitaire que traverse la France y a sans doute joué un rôle essentiel. Classiquement, l'interrogation sur l'État-nation, quand elle se manifeste, peut prendre deux formes différentes : d'une part, l'idée qu'une communauté se fait des ingrédients qui la composent, d'autre part, la conception qu'elle a de son devenir historique. Or, là encore, force est de constater que la crise identitaire a rapidement connu une intensité au carré, puisque ces deux paramètres se sont retrouvés en même temps en position haute. Le thème du rejet de l'immigration s'est diffusé dans une population fragilisée par la crise économique et sociale d'autant plus rapidement que cette population commençait à se sentir prise, à la même date, dans un jeu d'échelles, doublement nouveau dans le cas français, entre la marqueteirie des pouvoirs régionaux et le processus de construction européenne.

Le Front national, dans sa posture protestataire, s'est donc nourri à la fois du malaise social qui a grandi après la mort des « Trente Glorieuses » et de l'interrogation identitaire croissante, qui entretient des rejets et des phobies s'enracinant d'autant plus facilement que ce malaise est fort. Un tel constat, pour banal qu'il paraisse, prend, il faut le répéter, une ampleur encore plus frappante pour l'historien s'il est

rapporté à l'échelle du siècle. D'autant que ces crises sociale et identitaire, si évidemment liées, s'accompagnent d'une crise plus directement politique. Longtemps, une « fonction tribunitienne » – c'est-à-dire à la fois l'expression des mécontentements et des frustrations d'une partie du corps social et le facteur d'intégration que constituait un tel vecteur d'expression – avait été assurée, selon les analyses devenues classiques de Georges Lavau, par le parti communiste. Mais une telle fonction s'est érodée au fil du recul électoral de ce parti et de l'effritement des couches sociales dont il était le principal représentant. D'où un troisième aspect protestataire du Front national : il canalise désormais une méfiance, réactivée par la crise, envers les partis de gouvernement et, par l'écho qu'il rencontre, il vient ainsi combler en partie un déficit de la socialisation politique. Là encore, le constat est banal. Mais la comparaison avec d'autres périodes est éclairante. Avant même la déflation démocratique de la décennie suivante, exprimée dès 1992 par le « vote éclaté<sup>29</sup> », il y avait bien déjà, prenant de l'ampleur au fil des années 1980, les symptômes d'un tel déficit, qui fut pour le parti de Jean-Marie Le Pen une source de force électorale et un facteur d'enracinement durable. Durable : là est bien la différence avec les précédentes périodes de flambée d'extrême droite. Jusqu'ici, le déficit fut toujours passager, à peine quelques années, et ne déboucha jamais sur des processus aussi longs de déflation démocratique. Certes, à la décennie de crise des années 1930 succéda le régime de Vichy, mais la défaite de 1940, entretemps, était passée par là. Le métabolisme de l'intermittence est-il toujours, aujourd'hui, celui de l'extrême droite française ?

19

---

29. Philippe Habert, Pascal Perrineau et Colette Ysmal, *Le Vote éclaté. Les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

---

## R É S U M É

*Une fois recensées les difficultés pour l'historien d'étudier l'extrême droite française sur la longue durée, il apparaît bien qu'une telle mise en perspective est nécessaire. Elle permet, en effet, de mettre en lumière deux souches successives de cette extrême droite, l'une contre-révolutionnaire, l'autre « nationale-populiste ». Ces deux courants n'ont pas eu la même postérité au XX<sup>e</sup> siècle. Si le premier se perd progressivement dans les sables, le second connaît un métabolisme intermittent, réactivé à plusieurs reprises dans le siècle.*